

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 552

27 février 2015

SOMMAIRE

Berg Holdco S.à r.l.	26452	IMMO-Participations S.A.	26456
Causerman Investissements S.A.	26493	Imprimerie Fr. Faber	26458
Corestate Capital Fund Management S.à r.l.	26485	Inari Conseils S.A.	26458
Fiduciaire HRT	26456	Independent Business Consulting (Luxem- bourg)	26459
Fitou S.A.	26456	Indimmo Luxembourg S.A.	26459
Foncière Medicis S.A.	26450	Indimmo Luxembourg S.A.	26459
FPS Audit S.à r.l.	26450	Indiwa S.à r.l.	26459
Futura 2000 S.A.	26451	Innovatec-Lubtrading S.A.	26460
FV-Invest S.A.	26450	Intel Holding S.A.	26460
Gaeval S.à r.l.	26453	IREEF - G45 Hamburg PropCo S.à r.l. ...	26460
Galaxy S.à r.l. SICAR	26451	IREEF Lux HoldCo 1 S.à r.l.	26460
Gate Gourmet Holding I S.à r.l.	26451	Irma Sàrl	26461
Gate Gourmet Luxembourg IV S.à r.l. ...	26452	Itama S.A.	26461
GCL Holdings LP S.à r.l.	26454	Itama S.A.	26461
Generation X S.A. SPF	26454	ITT S.à r.l.	26462
German Logistics Holdings II S.à r.l.	26452	Jakin Holding Sàrl	26462
Ger-Trans A.G.	26454	JASB Holding	26463
Giochi Preziosi Lussemburgo S.A.	26454	Jenga Holding S.A., SPF	26467
Girafon Private S.A. SPF	26455	Just-eat.lu S.à r.l.	26462
Globstone Holding S.A.	26452	Landewyck Tobacco S.A.	26495
Groupe PROCEDO SA	26453	Les Ecrins S.A.	26495
Gryphus S.A.	26455	LF Hotels Acquisition S.à r.l.	26495
GSI S.A.	26455	Mars Properties S.à.r.l.	26477
ILReS S.A.	26457	M&G Chemicals	26478
Immar S.A.	26456	M & G Chemicals Brazil S.A.	26482
Immobilière Bartimes-Schilling S.A.	26458	Sargos Properties S.à r.l.	26496
Immogarage S.A.	26458		

Foncière Medicis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 106.779.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société FONCIERE MEDICIS S.A., qui s'est tenue en date du 26/01/2015.

Il a été décidé ce qui suit:

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tel qu'adopté par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la «Loi»), le Conseil d'Administration décide, après délibération, de désigner en qualité de dépositaire agréé, G.T. Fiduciaires S.A. avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg et inscrite au RCSL sous le numéro B 121820.

Les actions au porteur émises sont à déposer endéans les dix-huit mois de l'entrée en vigueur de la Loi auprès de ce dépositaire.

Les droits de vote et le droit aux dividendes des actions qui n'auront pas été immobilisées dans un délai de six mois seront automatiquement suspendus à l'expiration de ce délai.

A défaut d'immobilisation dans les dix-huit mois, les actions seront annulées et il sera procédé à une réduction du capital souscrit correspondant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27.01.2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2015014280/25.

(150016607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

FPS Audit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 159.674.

—
Pour mise à jour des données, il est à noter que l'adresse de l'associé Steeve Simonetti a changé et est désormais au 40, rue de l'Industrie à L-7231 Helmsange (Grand-Duché de Luxembourg).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère
FPS Audit S.à r.l.
Patrick Sganzerla
Gérant unique

Référence de publication: 2015014282/15.

(150017357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

FV-Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2155 Luxembourg, 146, Muhlenweg.
R.C.S. Luxembourg B 131.588.

—
Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015014291/14.

(150017261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Galaxy S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Capital social: EUR 40.327.300,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 2, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 73.667.

En date du 19 décembre 2014, l'assemblée générale ordinaire des associés de la Société a décidé de nommer Mme Céline Scemama, résidant professionnellement au 56, me de Lille, 75356 Paris 07 SP, France, en tant que gérant de la Société, avec effet au 20 janvier 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Galaxy S.à r.l. SICAR

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015014292/16.

(150016470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Futura 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 74.879.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social le 19 janvier 2015 que:
- les titres au porteur de la société sont déposés auprès de Roosevelt Services S.A., domiciliée 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Pour la société FUTURA 2000 S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2015014290/14.

(150017061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Gate Gourmet Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 42.782.100,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 86.445.

Décision des actionnaires du 17 décembre 2014

Démission

Les actionnaires prennent acte de la démission de Monsieur Thomas Bucher à effet du 17 décembre 2014.

Nominations

Les actionnaires ont décidé de nommer gérant de type A pour une durée indéterminée avec effet au 17 décembre 2014:

- Madame Kristin Brown née à Washington D.C. (USA) le 21 /09/1968, domiciliée à: Balz Zimmermannstrasse 7, 8302 Kloten (Suisse)

- Monsieur Shaun Rixon né à Rochampton (Australie) le 23/06/1970, domicilié à: Balz Zimmermannstrasse 7, 8302 Kloten (Suisse)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015014293/20.

(150016528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Gate Gourmet Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.173.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 86.448.

—
Décision des actionnaires du 17 décembre 2014

Démission

Les actionnaires prennent acte de la démission de Monsieur Thomas Bucher à effet du 17 décembre 2014.

Nominations

Les actionnaires ont décidé de nommer gérant de type A pour une durée indéterminée avec effet au 17 décembre 2014:

- Madame Kristin Brown née à Washington D.C. (USA) le 21/09/1968, domiciliée à: Balz Zimmermannstrasse 7, 8302 Kloten (Suisse)

- Monsieur Schaub Rixon né à Rochhampton (Australie) le 23/06/1970, domicilié à: Balz Zimmermannstrasse 7, 8302 Kloten (Suisse)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015014294/20.

(150016876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

German Logistics Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Berg Holdco S.à r.l.).

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 190.519.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014295/10.

(150017235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Globstone Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 136.539.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le dix-neuf janvier.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

la société de droit panaméenne Valle Elqui Holding Inc., établie et ayant son siège social à 53rd E Street, Urbanization Marbella MMG Tower, 16th floor, Panama, République de Panama, inscrite au Registre de Commerce sous le numéro 18775,

ici représentée par M. Marc Van Hoek, expert-comptable, en vertu d'une procuration datée du 5 janvier 2015, laquelle procuration paraphée «ne varietur» restera jointe au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la Société dénommée Globstone Holding S.A. est une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous la section B et le numéro 136.539, établie et ayant son siège social au L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, ci-après nommée la "Société", a été constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Georges d'Huart, notaire alors de résidence à Pétange, le 22 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 26 mars 2008 sous le numéro 736.

- Que les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis;

- Que le capital social de la Société est fixé à cinquante mille Euros (EUR 50.000.-), représenté par cinq cents (500) actions ayant chacune une valeur de cent Euros (EUR 100.-), entièrement souscrites et versé par l'actionnaire unique de la Société;

- Que l'activité de la Société ayant cessé, l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, siégeant comme actionnaire unique en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- Que l'actionnaire unique, désigne comme liquidateur de la Société, qu'en cette qualité il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que l'actionnaire unique aujourd'hui à l'occasion de la dissolution a renoncé de façon définitive et irrévocable à la totalité des ces créances envers la société que tout le passif de la Société envers le tiers est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé;

- Que l'actif restant est réparti à l'actionnaire unique selon sa valeur comptable de bilan;

- Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par la société à responsabilité limitée LUXFIDUCIA, S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur, inscrite au R.C.S.Luxembourg sous le numéro B71.529, désigné "commissaire à la dissolution" par l'actionnaire unique de la Société;

- Que pourtant la dissolution de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et commissaire de la Société;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de la société LUXFIDUCIA, S.à r.l. dont le siège est au 20, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

- Que pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Van Hoek et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 21 janvier 2015. 2LAC/2015/1515. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014296/57.

(150016658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Groupe PROCEDO SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1318 Luxembourg-Merl, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 154.180.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art.81 de la Loi du 19 décembre 2002)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014297/10.

(150016531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Gaeval S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 46, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 104.284.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014298/10.

(150017000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

GCL Holdings LP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 138.208.

—
Extrait des résolutions des gérants prises en date du 27 janvier 2015

Les gérants de la Société ont décidé comme suit:

- de transférer le siège social de la Société du 19-21 Boulevard du Prince Henri, L -1724 Luxembourg, vers le 20 Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CITCO C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Signature

Employé

Référence de publication: 2015014299/16.

(150017361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Generation X S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 186.067.

—
Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d' Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Pour: GENERATION X S.A. SPF

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015014300/16.

(150017325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Ger-Trans A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 34.015.

—
Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d' Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Pour: GER-TRANS A.G.

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015014302/16.

(150017112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Giochi Preziosi Lussemburgo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 41.180.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 16 octobre 2014

Il résulte dudit procès-verbal:

Que la nomination de Monsieur Marco Lischetti né le 11 juillet 1966 à Varese (Italie) dirigeant et ayant son adresse professionnelle à Via delle Primule Nr 5, 20815 Cogliate (Italie) en tant qu'administrateur de la société fait par le conseil d'administration en date du 9 septembre 2014 a été ratifiée.

Le mandat du nouvel administrateur expire à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice se terminant au 30 juin 2015.

Que les mandats de Monsieur Lex BENOY né le 29 mai 1964 à Luxembourg et ayant son adresse professionnelle au 45-47 route d'Arlon à L-1140 Luxembourg, de Monsieur Stefano GRAIDI, né le 20 novembre 1954 à Jesi (Italie) et ayant son adresse professionnelle au 1 Riva Albertoli à CH-6900 Lugano en tant qu'administrateurs de la société ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se terminant au 30 juin 2015.

Que le mandat de la société BENOY KARTHEISER MANAGEMENT S.à.r.l., immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B33849 et ayant son siège social au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes de la société a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se terminant au 30 juin 2015.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Pour la société

Référence de publication: 2015014303/24.

(150016964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Girafon Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 158.651.

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Pour: GIRAFON PRIVATE S.A. SPF

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015014304/16.

(150017104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Gryphus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 114.655.

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Pour: GRYPHUS S.A.

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015014307/16.

(150017111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

GSI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 53.483.

Il résulte d'une lettre de démission datée du 26 janvier 2015 que la société anonyme AUDIEX S.A. a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes de la société GSI S.A. inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 53 483, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.
CF Corporate Services
Société Anonyme
2, avenue Charles de Gaulle
L - 1653 Luxembourg

Référence de publication: 2015014308/15.

(150016908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Fitou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 184.449.

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision de l'administrateur unique en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Pour: FITOU S.A.

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015014278/16.

(150017105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Fiduciaire HRT, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 125.213.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014275/9.

(150017127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

IMMO-Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2155 Luxembourg, 146, Muhlenweg.

R.C.S. Luxembourg B 139.106.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015014363/14.

(150017043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Immar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 141.398.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015014359/14.

(150017254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

ILReS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 46, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 16.186.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2014

Il résulte des décisions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire lors de la réunion tenue en date du 11 juin 2014 que:

Les actionnaires ont décidé de renouveler le mandat des administrateurs suivants pour une nouvelle période de 1 an:

- La société TNS NIPO B.V., dont le siège social se trouve à NL-1013KS Amsterdam, 74 Grote Bickersstraat, enregistrée au Registre de Commerce Néerlandais sous le numéro 331 344 94, représentée par son représentant permanent Monsieur Gysbert Cartsten NAUTA, Employé Privé, né le 02/07/ 1962 à Groningen (Pays-Bas), domicilié professionnellement à NL-1013KS Amsterdam, 74 Grote Bickersstraat.

- Mr. Louis MEVIS, retraité, né le 02/05/1946 à Nuth (Pays-Bas), domicilié à L-1711 Luxembourg, 10 rue Bernard Haal.

- La société CENDRIS COLLECTIEF REGISTER B.V. dont le siège social se trouve à NL-2595AK Den Haag, 23, Prinses Beatrixlaan, enregistrée au Registre de Commerce Néerlandais sous le numéro 559 897 80, représentée par son représentant permanent Monsieur Jeroen Joost VELDSTRA, Employé Privé, né le 12/01/1967 à Zevenaar (Pays-Bas), domicilié professionnellement à NL-9728NX Groningen, 23 Van Swietenlaan

au poste de d'administrateur pour une durée d'un an c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014.

Le conseil d'administration se compose comme suit:

- La société TNS NIPO B.V., dont le siège social se trouve à NL-1013KS Amsterdam, 74 Grote Bickersstraat, enregistrée au Registre de Commerce Néerlandais sous le numéro 331 344 94, représentée par son représentant permanent Monsieur Gysbert Cartsten NAUTA, Employé Privé, né le 02/07/ 1962 à Groningen (Pays-Bas), domicilié professionnellement à NL-1013KS Amsterdam, 74 Grote Bickersstraat.

- Mr. Louis MEVIS, retraité, né le 02/05/1946 à Nuth (Pays-Bas), domicilié à L-1711 Luxembourg, 10 rue Bernard Haal.

- La société CENDRIS COLLECTIEF REGISTER B.V. dont le siège social se trouve à NL-2595AK Den Haag, 23, Prinses Beatrixlaan, enregistrée au Registre de Commerce Néerlandais sous le numéro 559 897 80, représentée par son représentant permanent Monsieur Jeroen Joost VELDSTRA, Employé Privé, né le 12/01/1967 à Zevenaar (Pays-Bas), domicilié professionnellement à NL-9728NX Groningen, 23 Van Swietenlaan

Leur mandat durera jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014.

Les actionnaires ont décidé de renouveler le mandat du réviseur de:

- la société DELOITTE AUDIT S.à.r.l, dont le siège se trouve à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, enregistrée au Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67895

pour une nouvelle période de une année. Son mandat durera jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014.

D'autre part, les actionnaires approuvent la décision du conseil d'administration de nommer Monsieur Luc BIEVER, Employé Privé, né le 11/07/1970 à Luxembourg, demeurant à L-4505 Niederborn, 64 rue de l'Acier, en tant que Directeur Général de la Société, en charge de la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion.

La société est valablement engagée par la signature individuelle de Monsieur Luc BIEVER.

Le mandat du Directeur Général de Monsieur Luc BIEVER durera jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 26/01/2015.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2015014357/50.

(150017155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Immobilière Bartimes-Schilling S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6310 Beaufort, 1, rue des Jardins.
R.C.S. Luxembourg B 101.432.

—
Extrait des résolutions du conseil d'administration

En date du 27 janvier 2015,

S'est réuni le conseil d'administration de la société anonyme Immobilière Bartimes-Schilling S.A. à savoir:

- Monsieur Marc Bartimes, demeurant avec adresse professionnelle à L-6310 Beaufort, 1, rue des Jardins.
- Madame Eliane Bartimes-Schilling, demeurant avec adresse professionnelle à L-6310 Beaufort, 1, rue des Jardins.
- Monsieur Steve Bartimes, demeurant avec adresse professionnelle à L-6310 Beaufort, 1, rue des Jardins.

A l'unanimité des voix, le conseil d'administration a pris la décision de nommer la Fiduciaire de l'Est S.A. avec siège sociale à L-6415 Echternach, 9-13, rue Breilekes avec effet immédiat pour une durée indéterminée comme dépositaire répondant aux conditions légales de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Beaufort, le 27 janvier 2015.

Conseil d'administration

Référence de publication: 2015014364/19.

(150016894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Immogarage S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1870 Luxembourg, 21, Kohlenberg.
R.C.S. Luxembourg B 118.636.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 2 juin 2014

Première résolution

Les mandats des administrateurs arrivant à échéance lors de cette assemblée générale, l'Assemblée Générale décide de reconduire les mandats des administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2017.

Deuxième résolution

Le mandat du Commissaire aux comptes arrivant à échéance lors de cette assemblée générale, l'Assemblée Générale décide de reconduire le mandat du Commissaire aux comptes jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2017.

Luxembourg, le 2 juin 2014.

Florence ROUAULT / Vincent THREINEN.

Référence de publication: 2015014365/17.

(150017048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Imprimerie Fr. Faber, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 22.529.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014366/10.

(150016612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Inari Conseils S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 132.927.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'actionnaire unique de la société tenue extraordinairement à Luxembourg, le 24 décembre 2014 à 10 heures

Il résulte de la réunion de l'assemblée générale de l'actionnaire unique de la société que l'assemblée générale prononce la clôture de la liquidation de la Société Inari Conseils S.A. avec effet au 24 décembre 2014 et décide que les livres et les

documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation au 25C Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Résolution prise à l'unanimité

Pour extrait sincère et conforme
Le liquidateur

Référence de publication: 2015014367/17.

(150017150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Independent Business Consulting (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-6944 Niederanven, 15, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 143.651.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014368/10.

(150016636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Indimmo Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 127.514.

Résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 30 décembre 2014

Madame Anne-Marie BODART, sans profession, née le 12 mai 1941 à Libin (B), demeurant au 4, rue Van der Meulen à L-2156 Luxembourg est cooptée en tant qu'administrateur de catégorie B, en remplacement de Monsieur Tom VAN-DEKERCKHOVE, démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2019.

Certifié sincère et conforme
INDIMMO LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015014369/13.

(150017021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Indimmo Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 127.514.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le mardi 27 janvier 2015.

Pour la société
Me Martine DECKER
Notaire

Référence de publication: 2015014370/13.

(150017371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Indiwa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6212 Consdorf, 7, route d'Echternach.
R.C.S. Luxembourg B 159.141.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, den 27.01.2015.

Référence de publication: 2015014371/10.

(150017129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Innovatec-Lubtrading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1617 Luxembourg, 66, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 109.641.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 26 janvier 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015014372/10.

(150016665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Intel Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 35.509.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue de façon extraordinaire au siège social en date du 22 janvier 2015 à 10h45

Résolutions

L'Assemblée acte la démission d'un Administrateur en fonction soit:

Monsieur Jérémy STEFFEN.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'Assemblée décide de nommer un Administrateur remplaçant à savoir:

Monsieur SENELLE Marc né le 28 juin 1951 à Ukkel, demeurant Galgenweellaan 5/2, 2050 Antwerpen Belgique.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'an 2020.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Extrait de la réunion du Conseil d'Administration tenue à Strassen le 22 janvier 2015 à 11h45

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de nommer comme Administrateur-délégué Monsieur SENELLE Marc né le 28 juin 1951 à Ukkel, demeurant Galgenweellaan 5/2, 2050 Antwerpen Belgique.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'an 2020.

La société est engagée soit par la signature individuelle du délégué du Conseil, soit par la signature collective de deux administrateurs. Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INTEL HOLDING S.A.

Référence de publication: 2015014373/25.

(150016647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

IREEF - G45 Hamburg PropCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 95.670.

Der Jahresabschluss zum 30. September 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014382/10.

(150016730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

IREEF Lux HoldCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.062.

Der Jahresabschluss zum 30. September 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014383/10.

(150016731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Irma Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1530 Luxembourg, 5, rue Anatole France.

R.C.S. Luxembourg B 123.856.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 22 janvier 2015

L'Assemblée constate et approuve la cession des 26 parts sociales détenues par Madame Andreia PIRES ANDRADE, né à Cacilhas/Almada (P), le 05 juin 1987, et demeurant à L-1145 Luxembourg, 4, Rue des Aubépines, au profit de Monsieur Manuel DE JESUS ANDRADE, né à Santo Antao (Cap-Vert), le 27 octobre 1962, et demeurant à L-1530 Luxembourg, 5, Rue Anatole France.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

IRMA S. à R.L.

Un mandataire

Référence de publication: 2015014384/16.

(150016633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Itama S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 40, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 144.410.

Extrait de la résolution prise lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement en date du 24 décembre 2014

- la cooptation de Mr Jean-Robert BARTOLINI, diplômé D.E.S.S., né le 10 novembre 1962 à Differdange, Luxembourg, résidant professionnellement au 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant qu'Administrateur, en remplacement de Mr Pierre MESTDAGH, Administrateur démissionnaire, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Fait à Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Certifié sincère et conforme

ITAMA S.A.

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015014385/16.

(150016816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Itama S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 40, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 144.410.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 24 décembre 2014

1. le mandat d'Administrateur de Mr Cyril DUPRET, Directeur de Société, né le 16 octobre 1973 à Saint-Etienne, France, résidant au 46, chemin de la Corniche, F-38200 Vienne, France est reconduit pour une nouvelle période de six (6) années jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2020.

les mandats d'Administrateurs de Messieurs Jean-Robert BARTOLINI et Michel LENOIR ne sont pas renouvelés tout comme le mandat de Commissaire assumé jusqu'alors par la société FIN-CONTROLE S.A.

sont nommés en leurs remplacements:

Administrateurs:

- Mr Stéphane ALLART, expert-comptable, né le 19 février 1981 à Uccle (Belgique), résidant professionnellement au 45 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en qualité d'Administrateur de catégorie B,

- Mr Pierre MESTDAGH, employé privé, né le 21 novembre 1961 à Etterbeek (Belgique), résidant professionnellement au 45 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en qualité d'Administrateur de catégorie B.

Commissaire:

- Magister Audit Services S.à R.L., Société à Responsabilité Limitée, 45 Avenue de la Liberté, L -1931 Luxembourg, RCS Luxembourg B n° 183.813,

pour une période de six (6) années jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2020.

Fait à Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Certifié sincère et conforme

ITAMA S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015014386/28.

(150016992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

ITT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 97.649.

—
Extrait des résolutions des actionnaires prises en date du 22 janvier 2015

En date du 22 janvier 2015, les actionnaires de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- Accepter les démissions de Madame Magali Fetique et Monsieur Jean-Marie Bettinger de leur mandat de gérant, en date respective du 16 octobre 2014 et 2 janvier 2015;

- Nommer les personnes suivantes en tant que gérants B de la Société:

* Monsieur Yannick Monardo, employé privé, né à Saint-Avold (France) le 8 janvier 1984, demeurant professionnellement au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en tant que gérant de la Société, avec effet au 2 janvier 2015

* Monsieur Antoine Widehen, employé privé, né à Cambrai (France) le 1^{er} mars 1986, demeurant professionnellement au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en tant que gérant de la Société, avec effet au 2 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2015.

ITT S.à r.l.

Référence de publication: 2015014387/19.

(150017294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Just-eat.lu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: DKK 95.001,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 176.212.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société du 22 janvier 2015 que:

- La démission de Monsieur Patrick Moinet, gérant de catégorie B de la Société, avec effet au 22 janvier 2015, a été acceptée.

- La personne suivante a été nommée gérant de catégorie B la Société, avec effet au 22 janvier 2015 et ce pour une durée indéterminée:

* Madame Caroline Goergen, née le 9 juin 1979 à Verviers (Belgique), résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014390/18.

(150016469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Jakin Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 110.752.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014391/10.

(150016466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

JASB Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 191.911.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third December,
Before Maître Joëlle BADEN, notary, residing in Luxembourg,

Is held

An extraordinary general meeting of shareholders of "JASB Holding", a société à responsabilité limitée, with registered office at 291, route d'Arlon L-1150 Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 191.911, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 6th November 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3763 of 8th December 2014 (the "Company").

The meeting was opened at 10.15 a.m. with Mrs Cheryl GESCHWIND, private employee, residing professionally in L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Anita MAGGIPINTO, private employee, residing professionally in L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

The meeting elected as scrutineer Mrs Emanuelle BAUER, attorney-at-law, residing professionally in L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the meeting is held with the following:

Agenda

1. Resignation of Pierre de Backer as Class B Manager of the company with effect as from 23 December 2014;
2. Discharge to Pierre de Backer for his duties as Class B Manager as from the incorporation of the company;
3. Cancellation of the A and B classes within the board of managers and amendment of clauses 7.1, 9.5 and 10.1 of the company's articles of association;

4. Amendment of the corporate object of the company and article 3 of the company's articles of association as follows:

" **3.1.** The Company's object is to acquire and hold interests in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign, commercial, industrial or financial entities, by way of, among others, the subscription or acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, or financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2. The Company may in particular enter into the following transactions:

3.2.1 make investments whether directly or through direct or indirect participations in Affiliates;

3.2.2 borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

3.2.3 advance, lend or deposit money or give credit to its Affiliates;

3.2.4 enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the property assets (present or future) of the undertaking or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any Affiliate thereof, or any director, manager or other agent of the Company or any Affiliate thereof, and to render any assistance to the Affiliates, within the limits of the laws of Luxembourg;

3.2.5 make direct or indirect real estate investments and hold and operate such investments

3.2.6. invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever; and

3.2.7. enter into any agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other services contracts, selling agreements, connected directly or indirectly to the areas described above;

provided that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.3. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above."

5. Miscellaneous.

II. - That the present or represented shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the present shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders will also remain attached to the present deed after having been initialled ne varietur by the persons appearing.

III. - That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the shareholders declaring that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution:

The general meeting takes due note of the resignation of Mr Pierre de Backer as Class B Manager of the Company with effect as from 23 December 2014.

Second resolution

The general meeting decides to grant full discharge to Mr Pierre de Backer for his duties as Class B Manager of the Company as from the incorporation of the Company until the present meeting.

Third resolution

The general meeting decides to cancel the A and B classes within the board of managers and to amend subsequently articles 7.1, 9.5 and 10.1 of the Company's articles of association, as follows:

“ **7.1.** The Company shall be managed by a Board of Managers composed of at least two managers for the term as determined by the Shareholders. The Shareholders shall determine their remuneration. The Managers need not to be Shareholders”.

“ **9.5.** The Board of Managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board of Managers are validly taken by a majority of the votes cast. The resolutions of the Board of Managers will be recorded in minutes signed by all the Managers present or represented at the meeting”.

“ **10.1.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of two managers”.

Fourth resolution

The general meeting decides to amend the corporate object of the Company and to amend subsequently article 3 of the Company's articles of association as follows:

“ **Art. 3. Object.**

3.1 The Company's object is to acquire and hold interests in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign, commercial, industrial or financial entities, by way of, among others, the subscription or acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, or financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may in particular enter into the following transactions:

3.2.1 make investments whether directly or through direct or indirect participations in Affiliates;

3.2.2 borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

3.2.3 advance, lend or deposit money or give credit to its Affiliates;

3.2.4 enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the property assets (present or future) of the undertaking or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any Affiliate thereof, or any director, manager or other agent of the Company or any Affiliate thereof, and to render any assistance to the Affiliates, within the limits of the laws of Luxembourg;

3.2.5 make direct or indirect real estate investments and hold and operate such investments;

3.2.6. invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever; and

3.2.7. enter into any agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other services contracts, selling agreements, connected directly or indirectly to the areas described above;

provided that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.3 In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.”

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the board of the meeting signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois décembre,

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «JASB Holding», ayant son siège social à 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.911, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 6 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3763 du 8 décembre 2014 (la Société).

L'assemblée est ouverte à 10.15 heures sous la présidence de Madame Cheryl GESCHWIND, employée privée, résidant professionnellement à L-1212 Luxembourg, 17, rue de Bains,

qui désigne comme secrétaire Madame Anita MAGGIPINTO, employée privée, résidant professionnellement à L-1212 Luxembourg, 17, rue de Bains.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Emanuelle BAUER, avocate, résidant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour

1. Démission de Monsieur Pierre de Backer en tant que gérant de classe B de la société avec effet au 23 décembre 2014.

2. Décharge à donner à Monsieur Pierre de Backer en tant que gérant de classe B de la société depuis la constitution de la société.

3. Suppression des classes A et B au sein du conseil de gérance et modification des articles 7.1, 9.5 et 10.1 des statuts.

4. Changement de l'objet social de la Société et modification de l'article 3 des statuts comme suit:

“ **3.1.** L'objet de la Société est d'acquérir et de détenir tous intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes autres entités luxembourgeoises ou étrangères, commerciales, industrielles ou financières, notamment par voie de souscription ou d'acquisition de toute valeur mobilière ou de droits au travers de participation, d'apport, de prise ferme ou d'option, de négociation ou de toute autre manière, ou d'instruments financiers de dette, sous quelque forme que ce soit, ainsi que d'administrer, de développer et de gérer ces intérêts.

3.2. La Société pourra notamment conclure les transactions suivantes:

3.2.1 effectuer des investissements, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans ses affiliés;

3.2.2 emprunter sous toute forme ou obtenir toutes formes de crédit et lever des fonds, notamment, par l'émission d'obligations, de titres de dettes (notes), de billets à ordre (promissory notes), certificats et autres instruments de dette ou titres de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

3.2.3 avancer, prêter, déposer des fonds ou accorder des crédits à ses affiliés;

3.2.4 accorder toutes garanties, mettre en gage ou fournir toutes autres formes de sûretés, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des actifs (présents ou futurs) de l'entreprise, ou par l'une ou l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de tout affilié, ou de tout administrateur, gérant ou autre mandataire de la Société ou de toute affilié, et apporter toute assistance aux affiliés, dans les limites de la loi luxembourgeoise;

3.2.5. effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers, détenir et exploiter de tels investissements;

3.2.6. investir dans l'acquisition et gérer un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit; et

3.2.7. conclure tous contrats, et notamment, des contrats d'association, des contrats de souscription, des accords de distribution, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente, en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus;

pour autant que la Société ne réalise aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.3. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et, en général, toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci."

II.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre des parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale prend note de la démission de Monsieur Pierre de Backer en tant que gérant de classe B de la Société avec effet au 23 décembre 2014.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide d'accorder décharge à Monsieur Pierre de Backer en tant que gérant de classe B de la Société depuis la constitution de la société jusqu'à la présente assemblée.

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide de supprimer les classes A et B au sein du conseil de gérance et par conséquent de modifier les articles 7.1, 9.5 et 10.1 des statuts de la Société comme suit:

« **7.1.** La Société est gérée par le Conseil de Gérance constitué d'au moins de deux gérants désignés pour la durée déterminée par les Associés. Les Associés détermineront leur rémunération. Les Gérants ne sont pas nécessairement Associés».

« **9.5.** Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix exprimées. Les décisions du Conseil de Gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les Gérants présents ou représentés à la réunion.»

« **10.1.** La Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants.».

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social de la Société et par conséquent de modifier l'article 3 des statuts de la Société comme suit:

" Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est d'acquérir et de détenir tous intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes autres entités luxembourgeoises ou étrangères, commerciales, industrielles ou financières, notamment par voie de souscription ou d'acquisition de toute valeur mobilière ou de droits au travers de participation, d'apport, de prise ferme ou d'option, de négociation ou de toute autre manière, ou d'instruments financiers de dette, sous quelque forme que ce soit, ainsi que d'administrer, de développer et de gérer ces intérêts.

3.2 La Société pourra notamment conclure les transactions suivantes:

3.2.1 effectuer des investissements, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans ses affiliés;

3.2.2 emprunter sous toute forme ou obtenir toutes formes de crédit et lever des fonds, notamment, par l'émission d'obligations, de titres de dettes (notes), de billets à ordre (promissory notes), certificats et autres instruments de dette ou titres de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

3.2.3 avancer, prêter, déposer des fonds ou accorder des crédits à ses affiliés;

3.2.4 accorder toutes garanties, mettre en gage ou fournir toutes autres formes de sûretés, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des actifs (présents ou futurs) de l'entreprise, ou par l'une ou l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de tout affilié, ou de tout administrateur, gérant ou autre mandataire de la Société ou de toute affilié, et apporter toute assistance aux affiliés, dans les limites de la loi luxembourgeoise;

3.2.5. effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers, détenir et exploiter de tels investissements;

3.2.6. investir dans l'acquisition et gérer un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit; et

3.2.7. conclure tous contrats, et notamment, des contrats d'association, des contrats de souscription, des accords de distribution, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente, en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus;

pour autant que la Société ne réalise aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.3 Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et, en général, toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français.

Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C.GESCHWIND, A.MAGGIPINTO, E.BAUER et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2014. LAC / 2014 /62864. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014393/249.

(150016954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Jenga Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.

R.C.S. Luxembourg B 193.950.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth day of January.

Before the undersigned, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg.

There appeared

Mr. René FALTZ, lawyer, residing professionally at 6 rue Heine, L-1720 Luxembourg

here represented by Mr. Laurent BARNICH, companies director, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal, which shall remain attached to these minutes in order to be registered with these,

which proxy have been initialled "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary.

Such appearing party, represented as stated above, requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited liability company ("société anonyme") which is hereby incorporated:

Art. 1. Form and Name.

1.1 There is hereby established a public limited liability company ("société anonyme") (the Company) which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated May 11th, 2007 introducing the family wealth

management company (société de gestion de patrimoine familial) (the Law on SPF) and by the law dated August 10th, 1915, on commercial companies, as amended (the Law on Companies), as well as by the present articles of association (the Articles).

1.2 The Company will exist under the name of "JENGA HOLDING S.A., SPF".

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand- Duchy of Luxembourg.

2.2 It may be transferred within the boundaries of the same municipality by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 4. Corporate objects.

4.1 The sole object of the Company, to the exclusion of any commercial activity, is the acquisition, holding, management and disposal of, on the one hand, financial instruments within the meaning of the law of August 5th, 2005 on financial guarantee contracts, and, on the other hand, of cash and assets of any kind held in a bank account.

A financial instrument within the meaning of the law of August 5th, 2005 on financial guarantee contracts it is to be understood (a) all securities and other instruments, including, but not limited to, shares in companies and other instruments comparable to shares in companies, participations in companies and units in collective investment undertakings, bonds and other forms of debt instruments, certificates of deposit, loan notes and payment instruments; (b) securities which give the right to acquire shares, bonds or other instruments by subscription, purchase or exchange; (c) term financial instruments and instruments giving rise to a cash settlement (excluding instruments of payment), including money market instruments; (d) all other instruments evidencing ownership rights, claim rights or securities; (e) all other instruments related to financial underlyings, indices, commodities, precious metals, produce, metals or merchandise, other goods or risks; (f) claims related to the items described in sub-paragraph a) to e) above or any rights pertaining to these items, whether these financial instruments are in physical form, dematerialized, transferable by book entry or delivery, bearer or registered, endorsable or not and regardless of their governing law.

4.2 Generally speaking, the Company may implement any measure of surveillance or control and carry out any operation or transaction which it deems necessary or useful for the accomplishment and the development of its corporate object in the broadest manner possible, provided that the Company does not interfere in the management of the companies in which it holds participations.

Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital is set at two hundred thousand euro (200,000.- EUR) consisting of two thousand (2,000) ordinary shares without a par value.

5.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

5.3 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Shares may only be held by qualified investors as defined in article 3 of the Law on SPF.

6.2 The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the opinion of the sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, at the opinion of the Shareholders, subject to the restrictions foreseen by Law on Companies.

6.3 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a

suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.4 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law on Companies.

6.5 Any sale/transfer of shares is submitted to the unanimous approval of all the others shareholders (the "Others Shareholders") which have a preemption right.

If one shareholder (the "Selling Shareholder") wants to sell his/her shares, he/she shall provide to the Others Shareholders a prior written notification of his/her intention to sell/transfer his/her shares to a third Party (the "Third Party"). Such notification shall include the number of shares to be sold, the name of the potential purchaser, the price (which shall not exceed twice of the total amount of the net equity. It is understood that the total net equity is equal to the issued capital, the results of the financial year, the reserves and loss/profit carried forward. The total net equity will be based on a financial statement duly certified by the statutory auditor. The financial statement shall be less of six (6) months) and irrevocable offer to sell such shares to the others shareholders at the same price.

The Others Shareholders shall have the right to acquire the offered shares in accordance with the terms and conditions mentioned in the notification, provided that they notify the Selling Shareholder and the Company in writing within thirty (30) days from the date of receipt of the written notice.

Any lack of response within the aforementioned period shall be deemed as a waiver of the exercise of their right of pre-emption.

In no case, the shares to be sold may be split. The right of pre-emption is to be exercised in proportion with the participation of each remaining shareholders in the share capital of the Company. Should one of the remaining shareholders not exercise in total or partially his right of pre-emption, such non exercise increases the right of the remaining shareholders. Should the number of offered shares not be exactly proportional to the number of shares on which the right of pre-emption is exercised, the remaining shares will be attributed defaulting an agreement between shareholders by balloting.

Art. 7. Meetings of the shareholders of the company.

7.1 In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

7.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

7.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the first Friday of the month of June. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

7.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

7.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 8. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices.

8.1 The notice periods provided by Law shall govern the convening notices, unless otherwise provided herein.

8.2 Each share is entitled to one vote.

8.3 Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, all resolutions passed by the Shareholders will be taken by a simple majority of the votes cast irrespective of the number of shares present or represented at the Meeting.

8.4 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

8.5 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management.

9.1 The Company shall be managed by a sole Director in case of a sole Shareholder, or by a Board of Directors composed of at least three (3) members in case of plurality of Shareholders, their number being determined by the Sole

Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the General Meeting. Director(s) need not to be shareholder(s) of the Company. In case of plurality of directors the General Meeting may decide to create two categories of directors (A Directors and B Directors).

9.2 The Director(s) shall be elected by the sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders by the General Meeting, for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The director(s) shall be eligible for reappointment.

9.3 In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors elected by the General Meeting may meet and elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art 10. Meetings of the board.

10.1 In case of plurality of directors, the Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

10.2 The Board of Directors shall meet upon call by, at least, the chairman or any two directors or by any person delegated to this effect by the directors, at the place indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Notice in writing or by telegram or telefax or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason of urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

10.3 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

10.4 The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

10.5 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

10.6 Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

10.8 This article does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Powers of the board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law on Companies or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board, except for the sale of part or all the stake held in a direct or indirect participation of the Company. In such case the Board shall require the prior written consent of the Shareholders validly deciding at the quorum and majority requirements set out in Articles 8.3 and 8.4 of the present Articles of incorporation.

Art. 12. Delegation of powers. The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 13. Binding signatures.

13.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters only by (i) the joint signatures of any two members of the Board or the Sole Director, or (ii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

13.2 In case of directors of category A and category B, the Company will be bound by the joint signature of any A Director together with any B Director.

Art. 14. Conflict of interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

14.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 15. Statutory auditor(s).

15.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)), or, where requested by the Law on Companies, an independent external auditor (réviseur d'entreprises). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be reeligible.

15.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 17. Allocation of profits.

17.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5.3 above.

17.2 The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

17.3 The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law on Companies.

Art. 18. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 19. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law on Companies.

Art. 20. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law on SPF and the Law on Companies for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first business year begins on this day and ends on the 31st of December 2015.

The first annual General Meeting will be held in 2016.

Subscription

The shares have been subscribed to as follows:

Subscribers	Number of shares	Amount subscribed to and paid up in EUR
René FALTZ, prenamed	2,000	EUR 200,000.-
TOTAL	2,000	EUR 200,000.-

All the shares have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of two hundred thousand euro (200,000.- EUR) as was certified to the notary executing this deed.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the Law on Companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Law on Companies.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at one thousand five hundred euro (1,500.-EUR).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the appearing party, acting in the above stated capacities, representing the whole of the share capital, passed the following resolutions:

1. the number of directors is set at 3 (three) and the number of auditors at 1 (one);
2. the following persons are appointed as members of the Board of Directors:
 - Mr. René FALTZ, lawyer, residing professionally in L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine;
 - Mr. Thomas FELGEN, lawyer, residing professionally in L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine;
 - Mr. Laurent BARNICH, companies director, residing professionally in L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine;
3. the following person is appointed as statutory auditor:
 - LUXEMBOURG OFFSHORE MANAGEMENT COMPANY S.A., in abbreviated form LOMAC S.A., a “société anonyme” with registered office at L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 22.206;
4. that the terms of office of the members of the Board of Directors and of the statutory auditor will expire at the annual General Meeting of the Company of the year 2019; and
5. that the address of the registered office of the Company is at L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of proxy holder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing proxy holder and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, who is known to the notary by his surname, name, civil status and residence, the said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Suit la version française de ce qui précède:

L'an deux mille quinze, le douze janvier.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire, de résidence à Luxembourg.

A Comparu:

M. René FALTZ, avocat, demeurant professionnellement à L-1720 Luxembourg, 6 rue Heine;
ici représenté par M. Laurent BARNICH, directeur de société, demeurant professionnellement à Luxembourg,
spécialement mandaté à cet effet par une procuration donnée sous seing privé,

La prédite procuration, paraphée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.

1.1 Il est formé une société anonyme (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("Loi sur les SPF") et par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés) et par les présents statuts (les Statuts).

1.2 La Société existe sous la dénomination de "JENGA HOLDING S.A., SPF".

1.3 La Société peut avoir un actionnaire unique (l'Actionnaire Unique) ou plusieurs actionnaires. La Société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

2.2 Il pourra être transféré dans les limites de la même commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

2.3 Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation com-

plète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la société.

3.1 La Société est constituée pour une période illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Art. 4. Objet social.

4.1 La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous les autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

4.2 D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi sur les SPF.

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à deux cent mille euros (200.000,-EUR) représenté par deux mille (2.000) actions ordinaires sans désignation de la valeur nominale.

5.2 En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

5.3 Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles tels que définis à l'article 3 de la loi sur les SPF.

6.2 Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, au choix des Actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi sur les Sociétés.

6.3 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.4 La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi sur les Sociétés, racheter ses propres actions.

6.5 Toute cession/vente d'actions est soumise à l'approbation unanime des tous les autres actionnaires (les "Autres Actionnaires") qui bénéficient d'un droit de préemption

Si un des actionnaires (le "Cédant") désire vendre ses actions, il doit notifier par écrit aux Autres Actionnaires son intention de céder/vendre ses actions à un tiers (le "Tiers"). La notification indiquera le nombre d'actions à céder/vendre, le nom du Tiers Acquéreur, le prix (qui ne doit pas excéder le double du montant total des fonds propres. Les fonds propres étant entendus comme comprenant le capital souscrit, le résultat de l'exercice en cours, les réserves et les bénéfices/pertes reporté(e)s. Ce montant sera calculé sur la base d'une situation de moins de six (6) mois et certifiée par le commissaire aux comptes) et contiendra offre irrévocable de les vendre aux autres actionnaires au prix proposé.

Les autres actionnaires pourront acquérir les actions proposées en accord avec les termes et conditions mentionnés dans la notification, pour autant qu'ils le notifient par écrit au Cédant et à la Société endéans un délai d'un (1) mois à compter de la date de réception de la notification écrite.

Toute absence de réponse dans la période précitée vaudra renonciation à l'exercice du droit de préemption.

En aucun cas les actions ne pourront être fractionnées. Le droit de préemption s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun des actionnaires restants. Le non exercice, en tout ou partie, par un actionnaire de son droit de préemption accroît celui des autres actionnaires. Si le nombre des actions à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre d'actions pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, l'excédent d'actions sera, à défaut d'accord entre actionnaires, attribuée par tirage au sort.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la société.

7.1 Dans l'hypothèse d'un actionnaire unique, l'Actionnaire Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

7.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Les Actionnaires ont la compétence exclusive pour autoriser au conseil d'Administration la vente de participations directes ou indirectes de la Société.

7.3 L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le premier vendredi du mois de juin. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

7.4 L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

7.5 Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

7.6 Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 8. Délais de convocation, Quorum, Procurations, Avis de convocation.

8.1 Les délais de convocation requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les présents Statuts.

8.2 Chaque action donne droit à une voix

8.3 Sauf autrement prévu par la Loi ou par les présents Statuts, toute résolution des Actionnaires sera prise par une majorité simple des votes émis sans égard au nombre de voix présentes ou représentées à l'Assemblée.

8.4 Chaque Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

8.5 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 9. Administration de la société.

9.1 La Société est gérée par un Administrateur unique en cas d'un seul actionnaire, ou par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres en cas de pluralité d'Actionnaires; le nombre exact étant déterminé par l'Actionnaire Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'Assemblée Générale. L'(es) administrateur(s) n'a(ont) pas besoin d'être actionnaire(s). En cas de pluralité d'administrateurs, l'Assemblée Générale peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (Administrateurs A et Administrateurs B).

9.2 Le(s) administrateur(s) est/sont élu(s) par l'Actionnaire Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'Assemblée Générale pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale. Le(s) administrateur(s) sortant(s) peut/peuvent être réélu(s).

9.3 Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'Assemblée Générale pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration.

10.1 En cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président ou d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.3 Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

10.4 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

10.5 Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

10.6 Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

10.7 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

10.8 Le présent article ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 11. Pouvoirs du conseil d'administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration, excepté en cas de vente de tout ou partie d'une participation directe ou indirecte de la société. Dans ce cas le Conseil d'Administration doit avoir préalablement obtenu le consentement écrit des actionnaires, statuant valablement aux conditions de quorum et de majorité prévues aux Articles 8.3 et 8.4 des présents Statuts.

Art. 12. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 13. Signatures autorisées.

13.1 La Société ne sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers que par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou de l'Administrateur Unique ou (ii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

13.2 En cas d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

Art. 14. Conflit d'intérêts.

14.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

14.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

14.3 Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et

contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 15. Commissaire(s).

15.1 Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires ou, dans les cas prévus par la Loi sur les Sociétés, par un réviseur d'entreprises externe et indépendant.

15.2 Le commissaire est nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 16. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 17. Affectation des bénéfices.

17.1 Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5.3 des Statuts.

17.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

17.3 Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés aux lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés.

Art. 18. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 19. Modifications statutaires. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés.

Art. 20. Droit applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi sur les SPF et la Loi sur les Sociétés.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2016.

Souscription et Libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

Souscripteur	Nombre d'actions	Montant souscrit et libéré en EUR
René FALTZ, prénommé	2.000	EUR 200.000,-
TOTAL	2.000	EUR 200.000,-

Toutes les actions ont été intégralement libérées en numéraire, de sorte que la somme de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi sur les Sociétés et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi sur les Sociétés.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé approximativement à la somme de mille cinq cents euros (1.500,- EUR).

Résolutions de l'actionnaire unique

Et à l'instant, le comparant, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. le nombre des administrateurs est fixé à 3 (trois) et celui des commissaires à 1 (un);
2. les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société:
 - M. René FALTZ, avocat, demeurant professionnellement à L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine;
 - M. Thomas FELGEN, avocat, demeurant professionnellement à L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine;
 - M. Laurent BARNICH, directeur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine;
3. La personne suivante a été nommée comme commissaire aux comptes:
 - LUXEMBOURG OFFSHORE MANAGEMENT COMPANY S.A., en abrégé LOMAC S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 22.206,
4. le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de la Société en 2019; et
5. le siège social de la société est fixé à L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire du comparant, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ce même mandataire et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état civil et résidence, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Barnich, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/1138. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014394/545.

(150017133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Mars Properties S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 110.571.

L'an deux mille quinze, le vingt-trois janvier,

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de la société

MARS PROPERTIES S.à r.l

une société à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à L-1610 Luxembourg, 4-6, Avenue de la Gare, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 août 2005, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 3 janvier 2006, numéro 13, page 594.

Les statuts de la société ont été modifiés par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire demeurant à Luxembourg, le 28 février 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 24 juin 2006, numéro 1225.

A comparu à cet effet:

CORNWAY LIMITED, société à responsabilité limitée de droit de Chypre, ayant son siège social à Prodromou & Zinonos Kitieos 2, Palaceview House, P.C. 2064, Nicosie, Chypre, inscrite au «Registrar of Companies» de Chypre sous le numéro HE 172673

ici représentée par Madame Priscillia Clechet, employée privée, ayant son adresse professionnelle à L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare, agissant en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associée unique de la dite société, et en sa qualité d'associée unique, la dite partie comparante a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'associée unique décide de changer le régime de signature sous lequel la société sera valablement engagée. Ainsi, l'associée unique décide que dorénavant la société sera valablement engagée, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance.

Deuxième résolution:

En exécution de ce qui précède, l'associée unique décide de modifier l'article 12 alinéa 4 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

dans la version anglaise des statuts:

“ **Art. 12. fourth paragraph.** The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of two members of the board of managers.

The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.”

dans la version française des statuts:

« **Art. 12. quatrième alinéa.** En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance. Le Conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du Conseil de gérance.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: P. CLECHET, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 janvier 2015. Relation: EAC/2015/2053. Soixante-quinze euros 75,-

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME

PETANGE, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014443/53.

(150017265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

M&G Chemicals, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F.Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 174.890.

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of December.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

M&G Finanziaria S.r.l., an Italian private limited liability company (società a responsabilità limitata), having its registered office at 11, Strada Vicinale Ribrocca, I-15057, Tortona (Alessandria), Italy, registered with the «Registro Imprese» (Company Registrar) of Alessandria under the number 02098590066 and with the «R.E.A., Registro Economico Amministrativo» of Alessandria under the number AL-226366,

represented by Mr Federico FRANZINA, employee with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 12th December 2014.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. M&G FINANZIARIA S.r.l., prequalified, is the sole shareholder (the Sole Shareholder), holder of the whole share capital, of the Luxembourg public limited company (société anonyme) existing under the name of M&G CHEMICALS, having its registered office at 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registrar under the number B 174.890 (the Company), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 29th January 2013 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No. 713 dated 23rd March 2013.

The articles of association of the Company have been amended several times and for the last time pursuant to a deed enacted by the undersigned notary on 20th December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 278 dated 30th of January 2014.

II. The share capital of the Company is set at EUR 502,000,000 (five hundred two million Euro) represented by 5,020,000,000 (five billion twenty million) shares having a nominal value of EUR 0.10 (ten Cents) each.

III. The purpose of these resolutions is the following:

1. to replace the 5,020,000,000 (five billion twenty million) shares having a par value of EUR 0.10 (ten Cents) each with 5,020,000,000 (five billion twenty million) shares without designation of a par value;

2. to convert, with effect as from the 01/01/2014, the currency of the Company's share capital from Euro (EUR) to USDollars (USD) at the conversion rate fixed by the European Central Bank (ECB) on 31/12/2013 of EUR 1.- for USD 1.3791 and to adopt the USDollars (USD) as functional currency of the Company;

3. to reduce the Company's share capital by an amount of USD 68,422,600.- (sixty eight million four hundred twenty two thousand six hundred US Dollars) by allocating the same amount to a free reserve in the books of the Company which will be subject to the provisions contained in article 69 of the amended law of August 10, 1915 on Commercial Companies;

4. to cancel and to replace the 5,020,000,000 (five billion twenty million) Company's shares, with 62,388,560,000 (sixty two billion three hundred eighty eight million five hundred sixty thousand) shares of a par value of USD 0.01 (one US cents) each;

5. to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company which shall be read henceforth as follows:

" **Art. 5.** The subscribed capital is set to USD 623,885,600.- (six hundred twenty three million eight hundred eighty five thousand six hundred US Dollars) represented by 62,388,560,000 (sixty two billion three hundred eighty eight million five hundred sixty thousand) shares with a nominal value of USD 0.01 (one US cents) each."

IV. These facts having been stated, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

In order to enable the conversion of the share capital of the Company as mentioned above, the Sole Shareholder resolves to replace the 5,020,000,000 (five billion twenty million) shares having a par value of EUR 0.10 (ten Cents) each with 5,020,000,000 (five billion twenty million) shares without designation of a par value.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to convert, with effect as from 01/01/2014, the amount of the share capital of EUR 502,000,000 (five hundred two million Euro) represented by 5,020,000,000 (five billion twenty million) shares without designation of a par value into an amount of USD 692,308,200.- (six hundred ninety two million three hundred eight thousand two hundred USDollars) by applying the exchange rate as of 31/12/2013 of EUR 1.- for USD 1.3791 fixed by the European Central Bank (ECB) and to adopt the USDollars as functional currency of the Company.

Third resolution

Moreover, considering that by applying the exchange rate EUR/USD fixed by the European Central Bank (ECB) on 11th of December 2014 of EUR 1.- for USD 1.2428 the amount of the share capital would have amounted to USD 623,885,600.- (six hundred twenty three million eight hundred eighty five thousand six hundred US Dollars), the Sole Shareholder resolves to reduce the share capital by an amount of USD 68,422,600.- (sixty eight million four hundred twenty two thousand six hundred US Dollars) by allocating the same amount to a free reserve in the books of the Company which will be subject to the provisions contained in article 69 of the amended law of August 10, 1915 on Commercial Companies.

Fourth resolution

As a result of the foregoing, the Sole Shareholder resolves to fix the share capital of the Company at USD 623,885,600.- (six hundred twenty three million eight hundred eighty five thousand six hundred US Dollars) divided into 5,020,000,000 (five billion twenty million) shares without designation of a par value.

Fifth resolution

Moreover, in order to adapt them to the new currency of the share capital in USD, the Sole Shareholder resolves to cancel and to replace the 5,020,000,000 (five billion twenty million) shares without par value, with 62,388,560,000 (sixty two billion three hundred eighty eight million five hundred sixty thousand) shares of a par value of USD 0.01 (one US cents) each, all the shares being held by the Sole Shareholder.

Sixth resolution

As a consequence of the above, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company which shall be read henceforth as follows:

" **Art. 5.** The subscribed capital is set to USD 623,885,600.- (six hundred twenty three million eight hundred eighty five thousand six hundred US Dollars) represented by 62,388,560,000 (sixty two billion three hundred eighty eight million five hundred sixty thousand) shares with a nominal value of USD 0.01 (one US cents) each."

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this deed is estimated at approximately EUR 1.400.-.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date above written, at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze. Le douzième jour du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

M&G FINANZIARIA S.r.l., une société à responsabilité limitée (società a responsabilità limitata) de droit italien, ayant son siège social au 11, Strada Vicinale Ribrocca, I-15057, Tortona, Italie immatriculée auprès du «Registro Imprese» (Registre des Entreprises) de Alessandria sous le numéro 02098590066 et au R.E.A. («Registro Economico Amministrativo») de Alessandria sous le numéro 226366,

ici représentée par Monsieur Federico FRANZINA, employé dont l'adresse professionnelle est à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 12 décembre 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante, ainsi que le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. M&G FINANZIARIA S.r.l. est l'associé unique (l'Associé Unique) détentrice de la totalité du capital social de la société anonyme de droit luxembourgeois existant sous le nom de M&G CHEMICALS, ayant son siège social au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.890 (la Société), constituée par un acte du notaire instrumentant, en date du 29 janvier 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 713, daté du 23 mars 2013. Les statuts de la Société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par acte du notaire instrumentant, en date du 20 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 278 du 30 janvier 2014.

II. Le capital social de la Société est fixé à EUR 502.000.000,- (cinq-cent deux millions d'euros) représenté par 5.020.000.000 (cinq milliards vingt millions) actions d'une valeur nominale de EUR 0,10 (dix Cents) chacune.

III. Le but des présentes résolutions est le suivant:

1. de remplacer les 5.020.000.000 (cinq milliards vingt millions) actions d'une valeur nominale de EUR 0,10 (dix Cents) chacune par 5.020.000.000 (cinq milliards vingt millions) actions sans désignation de valeur nominale;

2. de convertir, avec effet au 01/01/2014, le montant du capital social de la Société de EUR 502.000.000,- (cinq-cent deux millions d'euros) représenté par 5.020.000.000 (cinq milliards vingt millions) actions sans désignation de valeur nominale en un montant de USD 692.308.200,- (six cent quatre-vingt douze millions trois cent huit mille deux cent Euros) par application du taux de conversion au 31/12/2013 de EUR 1,- pour USD 1,3791 fixé par la Banque Centrale Européenne (ECB) et d'adopter le Dollar des Etats-Unis comme devise fonctionnelle;

3. de réduire le capital social de la Société d'un montant de USD 68.422.600,- (soixante-huit millions quatre cent vingt-deux mille six cent US Dollars) en affectant le même montant à une réserve libre dans les livres de la Société qui sera assujettie aux dispositions contenues dans l'article 69 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée;

4. d'annuler et de remplacer les 5.020.000.000 (cinq milliards vingt millions) actions de la Société, par 62.388.560.000 (soixante deux milliards trois cent quatre vingt huit millions cinq cent soixante mille) actions d'une valeur nominale de USD 0,01 (un cents) chacune;

5. de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à USD 623.885.600,- (six cent vingt-trois millions huit cent quatre-vingt-cinq mille six cent US Dollars) représenté par 62.388.560.000 (soixante-deux milliards trois cent quatre-vingt-huit millions cinq cent soixante mille) actions d'une valeur nominale de USD 0,01 (un cents) chacune."

IV. Ceci ayant été établi, l'Actionnaire Unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Afin de permettre la conversion du capital social décrite ci-dessus, l'Actionnaire Unique décide de remplacer les 5.020.000.000 (cinq milliards vingt millions) actions d'une valeur nominale de EUR 0,10 (dix Cents) chacune par 5.020.000.000 (cinq milliards vingt millions) actions sans désignation de valeur nominale.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de convertir, avec effet au 01/01/2014, le montant du capital social de EUR 502.000.000,- (cinq-cent deux millions d'euros) représenté par 5.020.000.000 (cinq milliards vingt millions) actions sans désignation de valeur nominale en un montant de USD 692.308.200,- (six cent quatre-vingt douze millions trois cent huit mille deux cent Euros) par application du taux de conversion au 31/12/2013 de EUR 1,- pour USD 1,3791 fixé par la Banque Centrale Européenne (ECB) et d'adopter le Dollar des Etats-Unis comme devise fonctionnelle.

Troisième résolution

En outre, en considérant que par l'application du taux de conversion EUR/USD fixé par la Banque Centrale Européenne (ECB) le 11 décembre 2014 de EUR 1,- pour USD 1.2428, le capital social aurait été d'un montant de USD 623.885.600,- (six cent vingt-trois millions huit cent quatre-vingt-cinq mille six cent US Dollars), l'Actionnaire Unique décide de réduire le capital social d'un montant de USD 68.422.600,- (soixante-huit millions quatre cent vingt-deux mille six cent US Dollars) en affectant le même montant à une réserve libre dans les livres de la Société qui sera assujettie aux dispositions contenues dans l'article 69 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Quatrième résolution

Suite à ce qui précède, l'Actionnaire Unique décide de fixer le capital social de la Société à USD 623.885.600,- (six cent vingt-trois millions huit cent quatre-vingt-cinq mille six cent US Dollars) représenté par 5.020.000.000 (cinq milliards vingt millions) actions sans désignation de valeur nominale.

Cinquième résolution

En outre, en vue de les adapter à la nouvelle devise du capital social en USD, l'Actionnaire Unique décide d'annuler et de remplacer les 5.020.000.000 (cinq milliards vingt millions) actions sans désignation de valeur nominale, par 62.388.560.000 (soixante deux milliards trois cent quatre vingt huit millions cinq cent soixante mille) actions d'une valeur nominale de USD 0,01 (un cents) chacune, la totalité des actions étant détenues par l'Actionnaire Unique.

Sixième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'Actionnaire Unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à USD 623.885.600,-(six cent vingt-trois millions huit cent quatre-vingt-cinq mille six cent US Dollars) représenté par 62.388.560.000 (soixante-deux milliards trois cent quatre-vingt-huit millions cinq cent soixante mille) actions d'une valeur nominale de USD 0,01 (un cents) chacune."

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour l'assemblée est levée.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelques formes que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont à sa charge en raison du présent acte est estimé approximativement à la somme de EUR 1.400,-.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. À la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la prédite personne a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. FRANZINA, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 décembre 2014. Relation: LAC/2014/60448. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015014439/184.

(150016815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

M & G Chemicals Brazil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 192.220.

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of December.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

«M&G Finanziaria S.r.l.», a private company with limited liability (società a responsabilità limitata) organized under Italian law, having its registered office at 11, Strada Vicinale Ribrocca, I-15057, Tortona (AL), Italy, registered with the «Registro Imprese» (Companies Registrar) of Alessandria under number 02098590066 and with the R.E.A. («Registro Economico Amministrativo») (Economical and Administrative Registrar) of Alessandria under number AL-226366,

here duly represented by Mr Federico FRANZINA, employee residing professionally in Luxembourg, acting in his capacity as mandatory of the company «M&G Finanziaria S.r.l.», prequalified by virtue of a power of attorney given and signed on 12th December 2014.

Such proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. The company M&G Finanziaria S.r.l., prequalified, is the sole shareholder (the Sole Shareholder), holder of the whole share capital of the Luxembourg public liability company (société Anonyme) existing under the name of M&G CHEMICALS BRAZIL S.A., having its registered office at 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registrar under the number B 192.220 (the Company), incorporated before Me Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, pursuant to a deed dated 13th November 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The share capital of the Company is set at EUR 31,000.- (thirty one thousand Euro), represented by 310,000,000 (three hundred ten million) shares of a par value of EUR 0.0001 (0.01 Cent) each.

III. The purpose of these resolutions is the following:

1. to replace the 310,000,000 (three hundred ten million) shares having a par value of EUR 0.0001 (0.01 Cent) each with 310,000,000 (three hundred ten million) shares without designation of a par value;

2. to convert the amount of the Company's share capital of EUR 31,000.- (thirty one thousand Euro) represented by 310,000,000 (three hundred ten million) shares without designation of a par value into an amount of USD 38,526.80 (thirty eight five hundred twenty six USDollars and eighty cents) by applying the exchange rate as of 11/12/2014 of EUR 1.- for USD 1.2428 fixed by the European Central Bank (ECB) and to adopt the USDollars as functional currency of the Company;

3. resolves to cancel and to replace the 310,000,000 (three hundred ten million) Company's shares, with 385,268,000 (three hundred eighty five million two hundred sixty eight thousand) shares of a par value of USD 0.0001 (0.01 Cent) each;

4. to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company which shall be read henceforth as follows:

" **Art. 5.** The subscribed capital is set to USD 38,526.80 (thirty eight thousand five hundred twenty six US Dollars and eighty cents) represented by 385,268,000 (three hundred eighty five million two hundred sixty eight thousand) shares with a nominal value of USD 0.0001 (0.01 Cent) each."

IV. These facts having been stated, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

In order to enable the conversion of the share capital of the Company as mentioned above, the Sole Shareholder resolves to replace the 310,000,000 (three hundred ten million) shares having a par value of EUR 0.0001 (0.01 Cent) each with 310,000,000 (three hundred ten million) shares without designation of a par value.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the amount of the share capital of EUR 31,000.- (thirty one thousand Euro) represented by 310,000,000 (three hundred ten million) shares without designation of a par value into an amount of USD 38,526.80 (thirty eight thousand five hundred twenty six US Dollars and eighty cents) by applying the exchange rate as of 11/12/2014 of EUR 1.- for USD 1.2428 fixed by the European Central Bank (ECB) and to adopt the US Dollars as functional currency of the Company.

Third resolution

As a result of the foregoing, the Sole Shareholder resolves to fix the share capital of the Company at USD 38,526.80 (thirty eight thousand five hundred twenty six US Dollars and eighty cents) divided into 310,000,000 (three hundred ten million) shares without designation of a par value.

Fourth resolution

Moreover, in order to adapt them to the new currency of the share capital in USD, the Sole Shareholder resolves to cancel and to replace the 310,000,000 (three hundred ten million) shares without par value, with 385,268,000 (three hundred thousand eighty five million two hundred sixty eight thousand) shares of a par value of USD 0.0001 (0.01 Cent) each, all the shares being held by the Sole Shareholder.

Fifth resolution

As a consequence of the above, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company which shall be read henceforth as follows:

" **Art. 5.** The subscribed capital is set to USD 38,526.80 (thirty eight thousand five hundred twenty six US Dollars and eighty cents) represented by 385,268,000 (three hundred eighty five million two hundred sixty eight thousand) shares with a nominal value of USD 0.0001 (0.01 Cent) each."

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this deed is estimated at approximately EUR 1,350.-.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date above written, at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze. Le douzième jour du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

«M&G Finanziaria S.r.l.», une société à responsabilité limitée (società a responsabilità limitata) de droit italien, ayant son siège social au 11, Strada Vicinale Ribrocca, I-15057, Tortona, Italie immatriculée auprès du «Registro Imprese» (Registre des Entreprises) de Alessandria sous le numéro 02098590066 et au R.E.A. («Registro Economico Amministrativo») de Alessandria sous le numéro AL-226366,

ici représentée par Monsieur Federico FRANZINA, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de la société «M&G Finanziaria S.r.l.», préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée et signée le 12 décembre 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante, ainsi que le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. La société M&G Finanziaria S.r.l. est l'actionnaire unique (l'Actionnaire Unique) détentrice de la totalité du capital social de la société anonyme de droit luxembourgeois existant sous le nom de M&G CHEMICALS BRAZIL SA., ayant son siège social au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192.220 (la Société), constituée suivant un acte reçu en date du 13 novembre 2014 par Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Le capital social de la Société est fixé à EUR 31.000.- (trente et un mille euros) représenté par 310.000.000 (trois cent dix millions) actions d'une valeur nominale de EUR 0,0001 (0,01 cents) chacune.

III. Le but des présentes résolutions est le suivant:

1. de remplacer les 310.000.000 (trois cent dix millions) actions d'une valeur nominale de EUR 0,0001 (0,01 cents) chacune par 310.000.000 (trois cent dix millions) actions sans désignation de valeur nominale;

2. de convertir le montant du capital social de la Société de 31.000.- (trente et un mille euros) représenté par 310.000.000 (trois cent dix millions) actions sans désignation de valeur nominale en un montant de USD 38.526,80 (trente-

huit mille cinq cent vingt-six et quatre-vingt cents) par application du taux de conversion au 11/12/2014 de EUR 1,- pour USD 1,2428 fixé par la Banque Centrale Européenne (ECB) et d'adopter le Dollar des Etats-Unis comme devise fonctionnelle;

3. d'annuler et de remplacer les 310.000.000 (trois cent dix millions) actions de la Société, par 385.268.000 (trois cent quatre-vingt-cinq millions deux cent soixante-huit mille) actions d'une valeur nominale de USD 0,0001 (0,01 cents) chacune;

4. de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à USD 38.526,80 (trente-huit mille cinq cent vingt-six et quatre-vingt cents) représenté par 385.268.000 (trois cent quatre-vingt-cinq millions deux cent soixante-huit mille) actions d'une valeur nominale de USD 0,0001 (0,01 cents) chacune."

IV. Ceci ayant été établi, l'Actionnaire Unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Afin de permettre la conversion du capital social décrite ci-dessus, l'Actionnaire Unique décide de remplacer les 310.000.000 (trois cent dix millions) actions d'une valeur nominale de EUR 0,0001,- (0,01 cents) chacune par 310.000.000 (trois cent dix millions) actions sans désignation de valeur nominale.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de convertir le montant du capital social de 31.000,- (trente et un mille euros) représenté par 310.000.000 (trois cent dix millions) actions sans désignation de valeur nominale en un montant de USD 38.526,80 (trente-huit mille cinq cent vingt-six et quatre-vingt cents) par application du taux de conversion au 11/12/2014 de EUR 1,- pour USD 1,2428 fixé par la Banque Centrale Européenne (ECB) et d'adopter le Dollar des Etats-Unis comme devise fonctionnelle.

Troisième résolution

Suite à ce qui précède, l'Actionnaire Unique décide de fixer le capital social de la Société à USD 38.526,80 (trente-huit mille cinq cent vingt-six et quatre-vingt cents) représenté par 310.000.000 (trois cent dix millions) actions sans désignation de valeur nominale.

Quatrième résolution

En outre, en vue de les adapter à la nouvelle devise du capital social en USD, l'Actionnaire Unique décide d'annuler et de remplacer les 310.000.000 (trois cent dix millions) actions sans désignation de valeur nominale, par 385.268.000 (trois cent quatre-vingt-cinq millions deux cent soixante-huit mille) actions d'une valeur nominale de USD 0,0001 (0,01 cents) chacune, la totalité des actions étant détenues par l'Actionnaire Unique.

Cinquième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'Actionnaire Unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à USD 38.526,80 (trente-huit mille cinq cent vingt-six US Dollars et quatre-vingt cents) représenté par 385.268.000 (trois cent quatre-vingt-cinq millions deux cent soixante-huit mille) actions d'une valeur nominale de USD 0,0001 (0,01 cents) chacune."

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour l'assemblée est levée.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelques formes que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont à sa charge en raison du présent acte est estimé approximativement à la somme de EUR 1.350,-.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. À la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la prédite personne a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. FRANZINA, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 décembre 2014. Relation: LAC/2014/60447. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015014440/162.

(150016802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Corestate Capital Fund Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 174.455.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first day of January.

Before Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CORESTATE CAPITAL AG, a company incorporated under the laws of Switzerland, having its registered office at Baarerstrasse 135, CH-6300 Zug (Switzerland), registered with the trade register of Kanton Zug under number CHE-113.002.233 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Maître Patrick Chantrain, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 20 January 2015.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Sole Shareholder is the sole shareholder of CORESTATE CAPITAL Fund Management S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of one hundred twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-), whose registered office is at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 28 December 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 568 of 7 March 2013 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 174455 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 7 February 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1216 of 13 May 2014.

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, has recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To amend and fully restate the Company's articles of association, in the form attached to the proxy form signed by the Sole Shareholder.
2. To appoint two additional managers.
3. Miscellaneous.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend and fully restate the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "CORESTATE CAPITAL Fund Management S.à r.l." (the Company).

Art. 2. Corporate object. The principal object of the Company is the performance, for Luxembourg and foreign alternative investment funds ("AIFs") within the meaning of EU Directive 2011/61/EU of management functions, administration functions, marketing functions and other activities related to the assets of AIFs, in accordance with Article 5(2) and Annex I of the Luxembourg Law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers, as amended from time to time (the "2013 Law").

The Company will not provide the services of (a) management of portfolios of investments on a discretionary client-by-client basis, (b) investment advice, (c) safekeeping and administration in relation to shares or units of collective investment undertakings or (d) the reception and transmission of orders in relation to financial investments as contemplated in Article 5(4) of the 2013 Law.

The Company may provide the above mentioned management, administration and marketing services also to the subsidiaries of AIFs to which it provides services, including domiciliation and administration support services.

The Company may provide temporary financing or guarantees to/for the AIFs to which it provides services including, in connection with their subscription and redemption activities, maintaining collection accounts, financing contingent deferral sales charges or performing similar activities.

The Company may perform permitted activities outside of Luxembourg through the free provision of services and/or through the opening of branches.

More generally, the Company may carry out any activities connected with the services it provides to AIFs to the furthest extent permitted by the 2013 Law and any other applicable laws and regulations.

The Company may carry out any activities connected directly or indirectly to, and/or deemed useful and/or necessary for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth in, but to the furthest extent permitted by, the provisions of the 2013 Law.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 125,000.- (one hundred twenty-five thousand Euro), represented by 125,000 (one hundred twenty-five thousand) shares having a par value of EUR 1.- (one Euro) per share each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorized by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves or funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

Art. 12. Management. The Company is managed by at least three managers. They will constitute a board of managers. The managers need not to be shareholders. The managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace any one of the managers.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in all circumstances in the name and on behalf of the Company and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of the shareholders fall within the power of the board of managers.

The Company shall be bound by the signature of any two managers. In any event, the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the board of managers or by any two managers (including by way of representation).

The board of managers may from time to time appoint officers of the Company considered necessary for the operation and management of the Company and delegate to them its powers. In particular, the board of managers will appoint, in accordance with the requirements of the 2013 Law, at least two officers as "dirigeants" (who need not be shareholders or members of the board of managers of the Company) to effectively conduct the business of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of managers. Any officers of the Company need not be members of the board of managers or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein or by law, shall have the powers and duties given to them by the board of managers and the applicable laws and regulations.

Resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by any managers attending the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

The members of the board of managers and officer of the Company shall undertake to carry out their functions with loyalty and integrity. They shall, pursuant to applicable laws and regulations and the procedures of the Company, use their best judgment in order to avoid or resolve any potential conflicts of interest. Subject to any restrictions adopted by the board of managers or set forth in applicable laws and regulations, any member of the board of managers or officer of the Company may (i) have an interest in the Company or in any transaction effected with or for it, or a relationship with any other person, which may involve a potential conflict with respective duties to the Company, and (ii) deal with or otherwise use the services of such persons in connection with the performance of their duties; and will not be liable to account for any profit or remuneration derived from so doing provided that the relevant manager or officer shall comply with applicable laws and regulations and declare to the board of managers such potential conflict of interest.

Art. 13. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Subject to the exceptions and limitations listed below and those provided for by applicable laws and regulations, every person who is, or has been, a member of the board of managers or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such member of the board of managers or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgments, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any member of the board of managers or officer (i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of willful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office, (ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company, or (iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification provided for herein shall be severable, shall not affect any other rights to which any member of the board of managers or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such member of the board of managers or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and adminis-

trators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including members of the board of managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under any applicable laws.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or member of the board of managers, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 14. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

The audit of the annual accounting documents of the Company shall be entrusted to an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), who shall satisfy the requirements of Luxembourg law and who shall carry out the duties prescribed by the relevant laws and regulations. The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until his successor is elected. The approved statutory auditor in office may be removed by the shareholders.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act and the 2013 Law for all matters for which no specific provision is made in these articles of association."

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint Mr Daniel Schoch, chief financial officer, born on 31 March 1974 in Stuttgart-Bad Cannstatt (Germany), professionally residing at Baarerstrasse 135, CH-6300 Zug (Switzerland) and Mr Laurent Kind, Partner, born on 28 November 1971 in Luxembourg, professionally residing at 121, Avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, as new managers of the Company with immediate effect and for an unlimited duration.

As a consequence, the board of manager of the Company will be composed of the following three (3) managers:

- Mr Matthias Sprenker, manager;
- Mr Daniel Schoch, manager; and
- Mr Laurent Kind, manager.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 1,100.- (one thousand one hundred Euro).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and German texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am einundzwanzigsten Januar,
vor Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN,

CORESTATE CAPITAL AG, eine Gesellschaft Schweizer Rechts mit Gesellschaftssitz in Baarerstrasse 135, CH-6300 Zug (Schweiz), eingetragen im Handelsregister des Kantons Zug unter der Nummer CHE-113.002.233 (die „Alleingesellschafterin“),

hier vertreten durch Maître Patrick Chantrain, mit Berufsanschrift in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt am 20. Januar 2015.

Vorbezeichnete Vollmacht wird nach Unterzeichnung ne varietur durch die erschienene Person und den Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt bleiben.

Die Alleingesellschafterin hat den amtierenden Notar gebeten, zu beurkunden, dass die Alleingesellschafterin die alleinige Gesellschafterin der CORESTATE CAPITAL Fund Management S.à r.l. ist, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unterliegend dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital in Höhe von einhundertfünfundzwanzig tausend Euro (EUR 125.000,-), mit Gesellschaftssitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet gemäß Urkunde erstellt durch Maître Léonie Grethen, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, vom 28. Dezember 2012, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 568 vom 7. März 2013 und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 174.455 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt durch eine notarielle Urkunde des unterzeichneten Notars vom 7. Februar 2014 abgeändert, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, unter der Nummer 1216 am 13. Mai 2014 veröffentlicht wurde.

Die Alleingesellschafterin, wie vorstehend vertreten, erkennt ausdrücklich an, von den aufgrund der folgenden Tagesordnung zu fassenden Beschlüssen umfassende Kenntnis gehabt zu haben:

Tagesordnung

1. Vollständige Abänderung der Gesellschaftssatzung, in der Fassung welche der speziellen Vollmacht die durch die Alleingesellschafterin unterzeichnet wurde, beiliegt.
2. Bestellung von zwei zusätzlichen Geschäftsführern.
3. Verschiedenes.

Die Alleingesellschafterin hat den amtierenden Notar gebeten folgende Beschlussfassungen aufzunehmen:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin hat beschlossen, die Satzung der Gesellschaft vollständig abzuändern, um nunmehr wie folgt zu lauten:

„ **Art. 1. Name.** Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung „CORESTATE CAPITAL Fund Management S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“).

Art. 2. Gesellschaftszweck. Der Zweck der Gesellschaft umfasst in erster Linie die Ausübung, für Luxemburger und ausländische alternative Investmentfonds („AIFs“) im Sinne der europäischen Richtlinie 2011/61/EU, von Verwaltungsfunktionen, administrativen Tätigkeiten, Vertriebsaktivitäten, und Tätigkeiten, im Zusammenhang mit Vermögenswerten der AIFs, gemäß Artikel 5(2) und Anhang I des Luxemburger Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds, in seiner jeweils aktuellen Fassung (das „Gesetz von 2013“).

Die Gesellschaft wird keine Dienstleistungen (a) der individuellen Verwaltung einzelner Anlageportfolios im Rahmen eines Mandats der Anleger nach dessen Ermessen und auf Einzelkundenbasis, (b) der Anlageberatung, (c) der Verwahrung und Verwaltung im Zusammenhang mit Anteilen an Organismen für gemeinsame Anlagen, und (d) der Annahme und Übermittlung von Aufträgen welche Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, gemäß Artikel 5(4) des Gesetzes von 2013, ausüben.

Die Gesellschaft kann die oben genannten Verwaltungsfunktionen, administrative Tätigkeiten und Vertriebsaktivitäten, einschließlich Domizilierung und Verwaltungsdienstleistungen, für Tochtergesellschaften der AIFs, für die die Gesellschaft solche Dienstleistungen erbringt, ausüben.

Die Gesellschaft kann an AIFs, für welche sie Dienstleistungen erbringt, Zwischenfinanzierung oder Garantien, einschließlich im Zusammenhang mit ihren Zeichnungs- und Rückkaufaktivitäten, Kontoführung, Finanzierung zeitlich versetzter Verkaufsprovisionen und ähnlichen Tätigkeiten, gewähren.

Die Gesellschaft kann auch erlaubte Dienstleistungen im Rahmen des freien Dienstleistungsverkehrs im Ausland erbringen und/oder zu diesem Zweck Niederlassungen errichten.

Generell kann die Gesellschaft jede Tätigkeiten ausüben, die in Zusammenhang mit den Dienstleistungen welche sie an AIFs erbringt stehen, soweit das Gesetz von 2013 und sämtlich anwendbare Gesetzes- und Verordnungsvorschriften dies zulassen.

Die Gesellschaft kann jede Tätigkeit, welche direkt oder indirekt im Zusammenhang mit der Ausführung ihres Zweckes nützlich und / oder nötig sind, ausüben, jedoch immer im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes von 2013.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Durch außerordentlichen Beschluss der Gesellschafterversammlung kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des Geschäftsführerrates verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen im Inland und Ausland errichten und unterhalten.

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt EUR 125.000,- (hundert fünfundzwanzigtausend Euro), eingeteilt in 125.000 (hundert fünfundzwanzigtausend) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 1,- (einem Euro) pro Anteil.

Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit gemäß Artikel 15 dieser Satzung durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung geändert werden.

Art. 7. Gewinnbeteiligung. Jedem Anteil entspricht ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

Art. 8. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Anteile unteilbar; pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen. Anteile eines Alleingeschafters sind frei übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen auf Dritte im Wege eines Rechtsgeschäfts unter Lebenden nur mit Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung erfolgen, wobei für eine solche Genehmigung eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern der Gesellschaft bedarf es einer solchen Genehmigung nicht.

Die Übertragung der Anteile an Dritte im Falle des Todes eines Geschafters bedarf der Zustimmung von mindestens drei Vierteln der überlebenden Geschafter.

In jedem Fall müssen die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften („Gesetz von 1915“) eingehalten werden.

Art. 10. Rückkauf von Anteilen. Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven verfügt.

Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses durch die Gesellschafterversammlung bzw. durch einen entsprechenden Alleingeschaftersbeschluss zu den in dem zum Eigenanteilerwerb ermächtigenden Beschluss festgelegten Bedingungen erwerben oder veräußern. Derartige Beschlüsse unterliegen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der erforderlichen Mehrheit den in Artikel 15 der Satzung niedergelegten Voraussetzungen einer Satzungsänderung.

Art. 11. Tod, Aberkennung der bürgerlichen Rechte, Zahlungsunfähigkeit oder Konkurs der Geschafter. Das Bestehen der Gesellschaft bleibt unberührt vom Tode, der Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Zahlungsunfähigkeit oder dem Konkurs eines Geschafters. Dies gilt auch im Falle eines Alleingeschafters.

Art. 12. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird von mindestens drei Geschäftsführer geführt. Diese bilden einen Geschäftsführerrat. Die Geschäftsführer müssen keine Geschafter sein. Die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung bestellt, abberufen und ersetzt, wobei eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertritt.

Die Gesellschafterversammlung kann jederzeit jeden der Geschäftsführer ad nutum (ohne Angabe von Gründen) abberufen und ersetzen.

Die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und alle Handlungen und Geschäfte, die in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen, sofern die Regelungen dieses Artikels 12 beachtet werden.

Der Geschäftsführerrat ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugewiesen sind.

Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern verpflichtet. In allen Fällen wird die Gesellschaft durch die alleinige Unterschrift der Person (oder Personen), der (denen) eine solche Zeichnungsvollmacht vom Geschäftsführerrat oder von zwei Geschäftsführern (einschließlich durch Vollmachten) übertragen wurde, verpflichtet.

Der Geschäftsführerrat kann Bevollmächtigte ("fondés de pouvoir") bestellen, welche für die Tätigkeit und die Verwaltung der Gesellschaft erforderlich sind und ihnen seine Befugnisse übertragen. Insbesondere wird der Geschäftsführerrat in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes von 2013 mindestens zwei Bevollmächtigte als "dirigeants" (die keine Gesellschafter oder Mitglieder des Geschäftsführerrates sein müssen) bestellen, welche die Geschäfte der Gesellschaft tatsächlich leiten. Eine solche Bestellung kann zu jeder Zeit durch den Geschäftsführerrat widerrufen werden. Die Bevollmächtigten müssen keine Geschäftsführer oder Gesellschafter sein. Sofern diese Satzung oder gesetzliche Bestimmungen nicht anderes vorsehen, haben die bestellten Bevollmächtigten die Befugnisse und Pflichten welche ihnen vom Geschäftsführerrat und von sämtlich anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gewährt wurden.

Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Geschäftsführerrat kann gültig beschließen wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

Der Geschäftsführerrat darf einen Vorsitzenden auf Zeit für jede Sitzung des Geschäftsführerrates wählen. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde. Der Vorsitzende auf Zeit, sofern einer gewählt worden ist, wird von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gewählt.

Jede Sitzung muss wenigstens 24 (vierundzwanzig) Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer im Falle von Dringlichkeit. Eine Sitzung des Geschäftsführerrates kann von jedem Geschäftsführer einzeln einberufen werden. Wenn alle Geschäftsführer, ob anwesend oder vertreten, in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung des Geschäftsführerrates zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die vorher in einem Beschluss des Geschäftsführerrates festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel, das es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlaubt, persönlich ausgewiesen an der Sitzung und an ihrer Beratung teilzunehmen. Ein Geschäftsführer, der an einer Sitzung des Geschäftsführerrates im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über jedes andere, ähnliche Kommunikationsmittel (wie oben beschrieben) teilnimmt, gilt als persönlich anwesend; eine solche über Fernkommunikationsmittel abgehaltene Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt wird und von den an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführern, im Falle einer von einem Vorsitzenden geleiteten Sitzung von diesem, unterschrieben wird. Die Vertretungsvollmachten, sofern diese ausgestellt wurden, sind dem Protokoll als Anlage beizufügen

Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse des Geschäftsführerrates auch auf schriftlichen Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, die die Beschlüsse enthalten, wenn sie von allen Mitgliedern des Geschäftsführerrates unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Ein Umlaufbeschluss gilt als Sitzung, die in Luxemburg stattgefunden hat.

Mitglieder des Geschäftsführerrates und Bevollmächtigte der Gesellschaft verpflichten sich, ihre Aufgaben mit Integrität und Loyalität zu erfüllen. Gemäß sämtlich anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsvorschriften und internen Abläufen der Gesellschaft, werden diese möglichen Interessenkonflikte nach bestem Wissen vermeiden oder lösen. Vorbehaltlich der von dem Geschäftsführerrat beschlossenen Einschränkungen und der anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsvorschriften, kann jedes Mitglied des Geschäftsführerrates oder jeder Bevollmächtigte, (i) ein persönliches Interesse an der Gesellschaft oder, in einer Transaktion mit oder für die Gesellschaft haben, oder ein anderweitiges Verhältnis mit einer Person haben, welches einen potenziellen Interessenskonflikt bei der Ausübung seiner Tätigkeiten verursachen könnte, und (ii) mit solchen Personen bezüglich der Ausübung seiner Tätigkeiten, Geschäftsbeziehungen aufnehmen oder Dienstleistungen von solchen Personen in Anspruch nehmen; sofern dieser Geschäftsführer oder Bevollmächtigte sämtlich anwendbare Gesetzes- und Verordnungsvorschriften befolgt und er den Geschäftsführerrat über diesen möglichen Interessenkonflikt informiert, wird er für daraus resultierende Einkünfte oder Bezüge nicht haften.

Art. 13. Verbindlichkeiten der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer haften nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

Vorbehaltlich aller unten genannten Ausnahmen und Beschränkungen und aller geltenden Gesetzes- und Verordnungsvorschriften, wird jede Person, welche ein Mitglied des Geschäftsführerrates oder ein Bevollmächtigter ist oder war, von der Gesellschaft im gesetzlich erlaubten Umfang von jeglicher Haftung und für angemessene Kosten oder für Kosten, welche von dem Geschäftsführer oder von dem Bevollmächtigten gezahlt werden, bezüglich einer Forderung,

einem Anspruch welche im Zusammenhang mit einer Klage oder einem Verfahren entstanden sind und, welche möglicherweise auf der jetzigen oder früheren Tätigkeit des Betroffenen als Geschäftsführer oder Bevollmächtigter für die Gesellschaft beruhen, freigestellt. Die Begriffe „Forderung“, „Anspruch“, „Klage“ und „Verfahren“ gelten für alle Forderungen, Ansprüche, Klagen und Verfahren (unabhängig ob zivil-, strafrechtlicher oder anderer Natur und einschließlich der Berufungsverfahren), die tatsächlich eingeleitet oder angedroht werden, und die Begriffe „Haftung“ und „Kosten“ beinhalten Anwaltskosten, Kosten, Urteile, Vergleichszahlungen sowie sonstige Verbindlichkeiten.

Die Entschädigungsleistung ist ausgeschlossen (i) wenn ein Mitglied des Geschäftsführerrates oder ein Bevollmächtigter gegenüber der Gesellschaft oder den Gesellschaftern aufgrund eines Machtmissbrauches, Unredlichkeit, grober Fahrlässigkeit, oder fahrlässiger Missachtung der Pflichten welche in Zusammenhang mit der Ausübung seines Amtes stehen, zur Verantwortung gezogen wird, (ii) in allen Fällen, in welchen ein Geschäftsführer oder ein Bevollmächtigter verurteilt wird, weil er gegen die und nicht im Sinne der Interessen der Gesellschaft gehandelt hat oder, (iii) im Falle eines Vergleichs, sofern solcher Vergleich nicht von einem dafür zuständigen Gericht gebilligt oder durch den Geschäftsführerrat genehmigt wurde.

Das Recht auf Entschädigung, welches diese Satzung vorsieht ist teilbar, und beeinträchtigt keine anderen Rechte welche den Mitglieder des Geschäftsführerrates oder Bevollmächtigten zusteht, und wendet sich auf Personen an, welche nicht mehr Mitglied des Geschäftsführerrates oder Bevollmächtigter sind, sowie auf deren Erben, und Nachlassverwalter solcher Personen. Keine der in dieser Satzung beinhaltenen Bestimmungen soll das Recht auf Entschädigung der Mitarbeiter, inbegriffen die Mitglieder des Geschäftsführerrates und die Bevollmächtigten, welches ihnen vertraglich oder gesetzlich zusteht, beeinflussen.

Kosten im Zusammenhang mit der Vorbereitung und Vertretung einer Verteidigung einer Forderung, einem Anspruch, einer Klage oder einem Verfahren, welche in diesem Artikel beschrieben sind, sollen bis zur Urteilsverkündung, von der Gesellschaft vorfinanziert werden, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft vom betroffenen Mitglied des Geschäftsführerrates oder vom betroffenen Bevollmächtigten (oder in deren Namen) eine verbindliche Zusage erhält dass dieses Mitglied des Geschäftsführerrates, oder dieser Bevollmächtigte, den erhaltenen Betrag zurück zahlen wird, wenn schlussendlich festgestellt wird, dass gemäß dieses Artikels kein Anspruch auf Entschädigung besteht.

Art. 14. Generalversammlung der Gesellschafter. Eine jährliche Generalversammlung des Alleingeschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter wird am Sitz der Gesellschaft abgehalten, oder an jedem anderen in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes befindlichen Ort, der im Einberufungsschreiben angegeben wird.

Andere Versammlungen des Alleingeschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter können jederzeit an jedem beliebigen Ort abgehalten werden, der im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben wird.

Solange die Gesellschaft nicht mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat, dürfen Gesellschafterbeschlüsse schriftlich von allen Gesellschaftern gefasst werden, ohne dass es einer Generalversammlung bedarf. In diesem Fall, muss ein präziser Entwurf des Beschlusses oder der anzunehmenden Beschlüsse an jeden Gesellschafter geschickt werden, und jeder Gesellschafter gibt seine Stimme schriftlich ab (die Abstimmung kann durch Brief, Fax oder E-Mail erfolgen).

Art. 15. Stimmrecht der Gesellschafter, Beschlussfähigkeit und Mehrheit. Ein Alleingeschafter vereinigt alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung auf sich.

Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern hat jeder Gesellschafter das Recht, an gemeinsamen Entscheidungen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie Anteile auf ihn entfallen. Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern werden gemeinsame Beschlüsse rechtskräftig angenommen, wenn sie durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Änderungen der Satzung der Gesellschaft können, sofern das Gesetz von 1915 nichts anderes zulässt, jedoch nur durch eine Stimmenmehrheit von Gesellschaftern verabschiedet werden, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten; die Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann nur einstimmig beschlossen werden.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Finanzberichte. Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern, vom Geschäftsführerrat, aufgestellt.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Die Prüfung der Jahresabschlüsse wird einem zugelassenen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) anvertraut, welcher den Anforderungen der Luxemburger Gesetze entspricht und welcher bei der Ausübung seiner Aufgaben die Gesetzes- und Verordnungsvorschriften berücksichtigt. Der unabhängige Wirtschaftsprüfer wird von den Gesellschaftern bei der jährlichen Gesellschafterversammlung für einen Zeitraum bestellt, welcher am Tag der nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung endet, und bleibt im Amt bis ein Nachfolger bestellt wurde. Der bestellte zugelassene Wirtschaftsprüfer kann von den Gesellschaftern abberufen werden.

Art. 18. Gewinnverteilung - Rücklagen. Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesell-

schaftskapitals erreicht. Die Gesellschafterversammlung entscheidet wie der restliche Jahresreingewinn verwendet wird. Die Geschäftsführer können beschließen, Zwischendividenden auszuzahlen.

Art. 19. Auflösung - Abwicklung. Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren, die Gesellschafter sein können, durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt.

Art. 20. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2013.“

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin hat beschlossen Herrn Daniel Schoch, Finanzchef, geboren am 31. März 1974 in Stuttgart-Bad Cannstatt (Deutschland), mit beruflicher Anschrift in Baarerstrasse 135, CH-6300 Zug (Switzerland) und Herrn Laurent Kind, Partner, geboren am 28. November 1971 in Luxemburg, mit beruflicher Anschrift in 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxemburg, mit sofortiger Wirkung und auf unbestimmte Zeit, als neue Geschäftsführer der Gesellschaft zu bestellen.

Folglich setzt sich der Geschäftsführerrat aus folgenden drei (3) Geschäftsführern zusammen:

- Herr Matthias Sprenger, Geschäftsführer,
- Herr Daniel Schoch, Geschäftsführer, und
- Herr Laurent Kind, Geschäftsführer.

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft in Zusammenhang mit vorliegender Urkunde entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr EUR 1.100,- (eintausendeinhundert Euro).

WORÜBER Urkunde erstellt in Luxemburg am Datum, wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Partei diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des englischen vom deutschen Text der englische Text maßgebend ist.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Person, welche dem Notar mit Nachname, Vorname, Personenstand und Adresse bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die erschienene Person zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. CHANTRAIN, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 23 janvier 2015. Relation: DAC/2015/1346. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 28 Januar 2015.

Référence de publication: 2015014926/478.

(150017887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Causerman Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 52.637.

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre,

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «CAUSERMAN INVESTISSEMENTS S.A.», ayant son siège social au 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 52.637, constituée suivant acte notarié en date du 25 octobre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 656 du 27 décembre 1995 (la Société).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 27 mars 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1281 du 3 juillet 2006.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sylvie Destoquay, employée privée, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Anne-Lies Van Den Eeckhaut, employée privée, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Loïc Marion, employé privé, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de trois millions cinq cent deux mille cent six euros quarante-huit centimes (EUR 3.502.106,48,-) pour le porter de son montant actuel de deux cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-treize euros cinquante-deux centimes (EUR 247.893,52,-) représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale, à trois millions sept cent cinquante mille euros (EUR 3.750.000,-), sans émission d'actions nouvelles, mais en augmentant le pair comptable des actions existantes;

2. Souscription intégrale et libération partielle d'un million sept cent cinquante-deux mille cent six euros quarante-huit centimes (1.752.106,48) par versement en espèces;

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts;

4. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de trois millions cinq cent deux mille cent six euros quarante-huit centimes (EUR 3.502.106,48,-) pour le porter de son montant actuel de deux cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-treize euros cinquante-deux centimes (EUR 247.893,52,-) représenté par dix mille (10.000) actions, à trois millions sept cent cinquante mille euros (EUR 3.750.000,-), sans émission d'actions nouvelles, mais en augmentant le pair comptable des actions existantes.

Souscription et libération:

Le montant de l'augmentation de capital est intégralement souscrit par l'actionnaire unique, dûment mentionné dans la liste de présence ci-annexée, et partiellement libéré à concurrence d'un million sept cent cinquante-deux mille cent six euros quarante-huit centimes (EUR 1.752.106,48), par versement en espèces, de sorte que ce montant est à la disposition de la Société, tel qu'il a été démontré au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. (premier paragraphe).** Le capital social de la Société est fixé à trois millions sept cent cinquante mille euros (EUR 3.750.000,-) représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. DESTOQUAY, A-L VAN DEN EECKHAUT, L. MARION et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 décembre 2014. LAC / 2014 /61711. Reçu soixante-quinze euros. € 75,-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 12 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014910/71.

(150017634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

LF Hotels Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 165.946.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le lundi 26 janvier 2015.

Pour la société

Me Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2015014427/13.

(150016976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Landewyck Tobacco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 31, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 174.692.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 décembre 2014 que:

- L'Assemblée Générale décide de révoquer le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Stefan BLATTNER, demeurant à L - 6996 Rameldange, 27B, rue du Scheid, né le 20.04.1966 à Stuttgart, Allemagne avec effet au 1^{er} janvier 2015. Monsieur BLATTNER restera administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018 (comptes 2017).

- L'Assemblée Générale accepte la démission de son mandat d'administrateur de Monsieur Marc WAGENER avec effet au 1^{er} janvier 2015.

- L'Assemblée Générale décide de nommer:

Monsieur Marc-Antoine BAILBY, demeurant à 238, Avenue Winston Churchill, B - 1180 Uccle, né le 04.12.1961 à Boulogne Billancourt, France

et

Monsieur Freddy D'HERCKERS, demeurant à 45, rue Gustave Demoulin, B - 4850 Motzen, né le 24.12.1955 à Wegnez, Belgique

et

Monsieur Hans-Josef FISCHER, demeurant à Im Sauertal 7, D - 54310 Ralingen-Wintersdorf, né le 07.08.1960 à Bitburg (Allemagne)

comme administrateurs de la société avec effet au 1^{er} janvier 2015 pour un mandat de trois ans jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018 (comptes 2017).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

LANDEWYCK TOBACCO S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015014421/30.

(150017358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Les Ecrins S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlang-sur-Mess, 7A, Am Brill.

R.C.S. Luxembourg B 66.699.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014411/10.

(150017281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Sargos Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 109.456.

L'an deux mille quinze, le vingt-trois janvier,

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de la société

SARGOS PROPERTIES S.à r.l.

une société à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à L-1610 Luxembourg, 4-6, Avenue de la Gare,

constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 juin 2005,

publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 16 novembre 2005, numéro 1216, page 58.347.

A comparu à cet effet:

BELGON LIMITED, société à responsabilité limitée de droit de Chypre, ayant son siège social à Prodromou & Zinonos Kitieos 2, Palaceview House, P.C. 2064, Nicosie, Chypre, inscrite au «Registrar of Companies» de Chypre sous le numéro HE 152049

ici représentée par Madame Priscillia Clechet, employée privée, ayant son adresse professionnelle à L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare, agissant en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associée unique de la dite société, et en sa qualité d'associée unique, la dite partie comparante a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'associée unique décide de changer le régime de signature sous lequel la société sera valablement engagée. Ainsi, l'associée unique décide que dorénavant la société sera valablement engagée, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance.

Deuxième résolution:

En exécution de ce qui précède, l'associée unique décide de modifier l'article 12 alinéa 4 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

dans la version anglaise des statuts:

Art. 12. fourth paragraph. The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of two members of the board of managers.

The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers."

dans la version française des statuts:

« **Art. 12 quatrième alinéa.** En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance. Le Conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du Conseil de gérance.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: P. CLECHET, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 janvier 2015. Relation: EAC/2015/2057. Soixante-quinze euros 75,-.

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014596/52.

(150017225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.